

Policy Brief

La recherche en économie en Afrique (2003 -2022), selon les données de REPEC

Par Mohamed Bassi

PB - 37/23

S e p t e m b r e 2 0 2 3

Ce Policy Brief scrute la recherche économique en Afrique en se basant sur des données de la plateforme RePEc (Research Papers in Economics). Il étudie la productivité des chercheurs affiliés aux institutions africaines, dont certains sont très prolifiques, alors que la moyenne observée au niveau du continent demeure en deçà des normes internationales.

Il en résulte que la contribution de l'Afrique à la recherche économique mondiale demeure modeste malgré les enjeux économiques significatifs du continent. Le Papier se penche par la suite sur les thèmes de recherche dominants grâce à l'analyse des codes NEP et JEL, ainsi qu'à l'examen des titres et des mots-clés associés aux publications. Il révèle que les chercheurs en économie en Afrique ont des priorités de recherche distinctes en fonction de leurs affiliations institutionnelles, certains se concentrent sur des questions africaines, tandis que d'autres se focalisent sur des sujets d'importance globale.

RÉSUMÉ

Ce Policy Brief scrute la recherche économique en Afrique en se basant sur des données de la plateforme RePEc (Research Papers in Economics). Il étudie la productivité des chercheurs affiliés aux institutions africaines, dont certains sont très prolifiques, alors que la moyenne observée au niveau du continent demeure en deçà des normes internationales.

Il en résulte que la contribution de l'Afrique à la recherche économique mondiale demeure modeste malgré les enjeux économiques significatifs du continent. Le Papier se penche par la suite sur les thèmes de recherche dominants grâce à l'analyse des codes NEP et JEL, ainsi qu'à l'examen des titres et des mots-clés associés aux publications. Il révèle que les chercheurs en économie en Afrique ont des priorités de recherche distinctes en fonction de leurs affiliations institutionnelles, certains se concentrent sur des questions africaines, tandis que d'autres se focalisent sur des sujets d'importance globale.

INTRODUCTION

L'Afrique, continent aux enjeux socio-économiques cruciaux, attire de plus en plus l'attention des chercheurs en économie du monde entier. Dans ce papier, nous explorerons le paysage de la recherche économique dans le continent, en examinant certains aspects de la littérature économique africaine, et ce, à travers une approche quantitative qui met en jeu des données provenant de la plateforme RePEc (Research Papers in Economics).

Dans la première partie, il sera question d'examiner la productivité des chercheurs africains en économie, et de mettre en exergue des différences marquées par rapport à leurs homologues des autres régions du monde. Ensuite, nous analyserons la contribution de l'Afrique à la recherche économique mondiale, avant d'exposer certaines statistiques relatives aux chercheurs et leurs affiliations.

Dans la deuxième partie, nous nous intéresserons aux codes JEL et aux classifications NEP, qui nous aideront à comprendre les thèmes de recherche dominants. Nous explorerons également les nuages de mots que nous générerons à partir des titres et aussi des mots-clés associés aux publications, et ce, afin de saisir les préoccupations majeures des chercheurs africains en économie.

Notre analyse vise à éclairer le rôle essentiel de la recherche économique en Afrique et à mettre en lumière les défis et opportunités auxquels font face les chercheurs africains pour contribuer au développement durable de leur continent.

I. AFFILIATION, MOBILITÉ INTERNATIONALE ET PRODUCTIVITÉ

1.1. Statistiques et comparaison

Dans cette première partie, nous allons explorer des statistiques recueillies dans la plateforme RePEc, mettant en lumière la recherche en économie dans les pays africains. Cette analyse nous permettra de mieux appréhender la position du continent dans le paysage de la recherche scientifique, notamment en économie.

Nous aurons également l'occasion de d'établir une comparaison à la fois entre les différents pays africains et entre ceux-ci et les autres pays du monde, et ce, en termes de productivité académique et scientifique.

Tout d'abord, il est important de rappeler que RePEc constitue l'une des plus vastes bibliothèques numériques dédiées à l'économie. Cette plateforme offre un accès gratuit à des centaines de milliers d'articles de recherche, de blogs, de livres et de logiciels, produits par plus de soixante mille auteurs et chercheurs.

La productivité d'un chercheur est influencée par divers facteurs, dont certains sont liés aux choix et compétences des individus tandis que d'autres sont exogènes. Le réseau de collaborations du chercheur, les partenariats établis par son institution de recherche, les ressources disponibles et le financement alloué à la recherche en économie sont des exemples de facteurs qui peuvent impacter la productivité d'un chercheur. Il semble évident que ces facteurs sont souvent étroitement liés à la région géographique du chercheur.

Un exemple concret est illustré par les histogrammes suivants, présentés ici sur une échelle semi-logarithmique, qui représentent respectivement le nombre de publications par auteur dans le monde et en Afrique.

Figure 1

Histogramme semi-logarithmique des publications par auteur sur RePEc

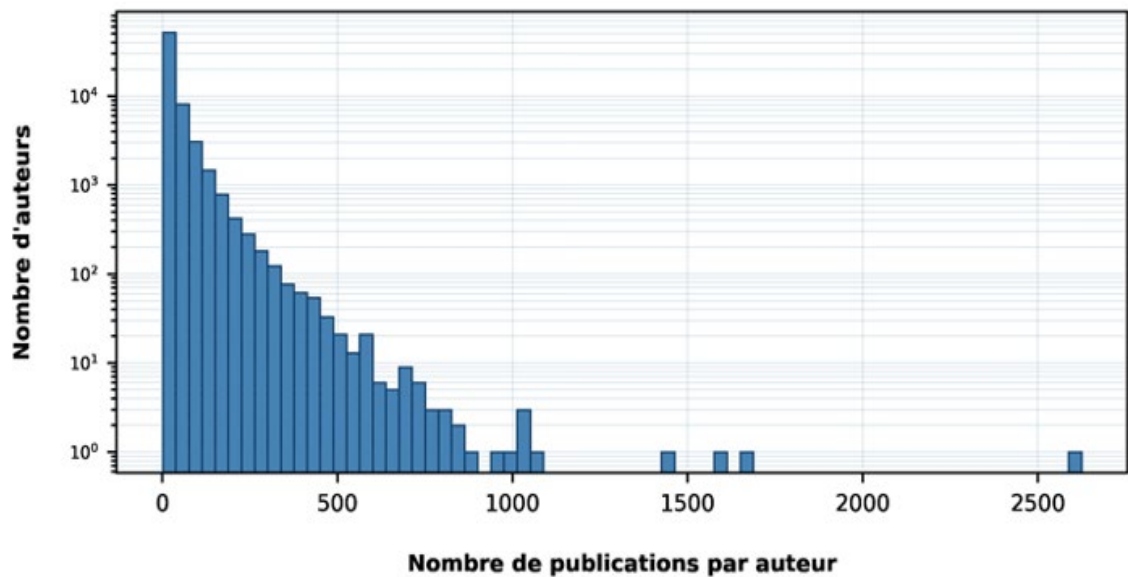
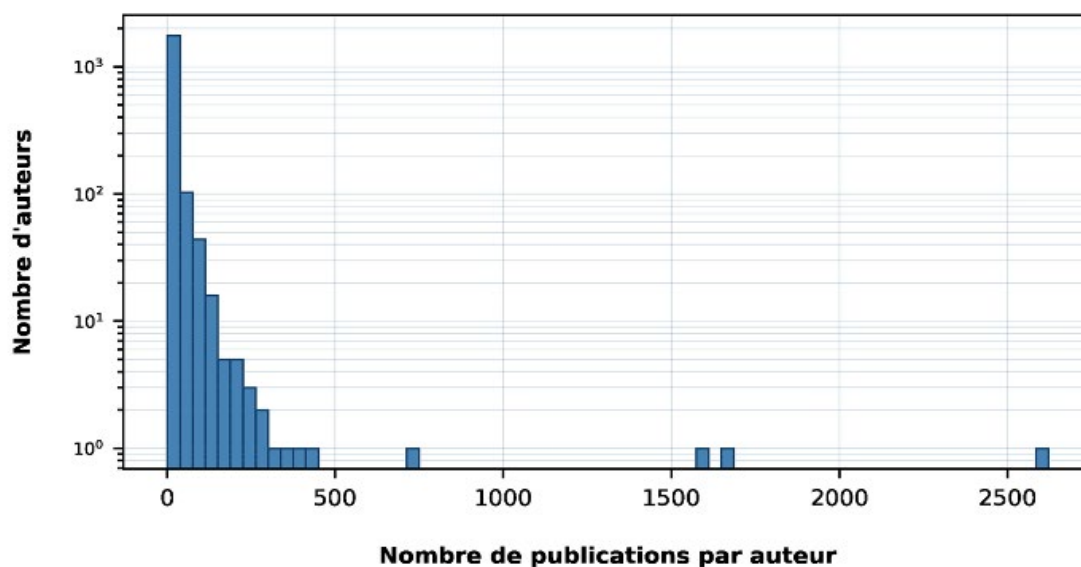


Figure 2

Histogramme semi-logarithmique des publications par auteur sur RePEc, restreint aux auteurs affiliés aux organismes africains



En observant le premier graphique, il est notable qu'un nombre considérable d'auteurs ont produit plus de 500 publications. Plus précisément, 94 auteurs ont franchi ce seuil à l'échelle mondiale, contre 4 en Afrique, représentant respectivement 0,14 % et 0,21 % de l'ensemble des auteurs dans ces deux zones. Une observation intéressante est que les trois auteurs les plus productifs sur RePEc sont affiliés à des institutions africaines. Ces auteurs sont :

1. **Simple Asongu** : directeur de l'Institut africain de gouvernance et de développement (AGDI) au Cameroun, auteur ou co-auteur de 2628 publications.
2. **Rangan Gupta** : affilié à 80 % au Département d'économie de l'Université de Pretoria. Il se positionne en deuxième place avec 1662 contributions sur RePEc.
3. **Peter Nijkamp** : économiste néerlandais comptant 1604 publications. Sa page indique une affiliation à 4 % à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P).

En examinant cette variable que nous avons étudiée, à savoir le nombre de publications par auteur, il apparaît que l'Afrique se distingue au niveau des valeurs extrêmes (c'est-à-dire 500 publications par auteur). Cependant, en examinant le tableau suivant, il est évident que la productivité en Afrique demeure en deçà des chiffres observés ailleurs.

Globalement, 10 % des chercheurs ont contribué à plus de 76 publications, tandis que le dernier décile en Afrique correspond à 37 publications. Seulement 4,27 % des chercheurs africains ont atteint le seuil de 76 publications. Le tableau révèle également que la médiane mondiale est deux fois plus élevée que celle de l'Afrique, avec respectivement 12 et 6 publications par auteur.

Tableau 1**Déciles du nombre de publications par auteur, dans le monde et en Afrique**

Zone	Déciles								
	10%	20%	30%	40%	50%	60%	70%	80%	90%
Monde	1	3	5	8	12	18	28	43	76
Afrique	1	2	3	4	6	9	13	21	37

Le tableau ci-dessous offre une perspective plus saisissante concernant la contribution globale du continent africain à la recherche en économie. Étant donné que la population africaine représente environ 18 % de la population mondiale, selon les données de [Worldometers](#), les chiffres présentés dans ce tableau soulèvent des préoccupations quant au retard presque insurmontable du continent africain par rapport au reste du monde dans le domaine de la recherche.

Au sein d'une plateforme rassemblant des dizaines de milliers de chercheurs en économie, seulement 2,92 % sont affiliés à des institutions africaines. Cette disparité témoigne non seulement d'un écart considérable, mais également d'une productivité des chercheurs en deçà de celle de leurs homologues internationaux. Pour être plus précis, les chiffres indiquent une moyenne de 19,56 publications par auteur en Afrique, comparée à 30,62 publications dans le reste du monde. Il est intéressant de noter que sans les trois auteurs mentionnés précédemment, la moyenne africaine chute à 16,52 publications par auteur.

En fin de compte, la contribution de l'Afrique au nombre total des publications ne dépasse pas 1,86 %. Ces statistiques soulignent l'ampleur du défi auquel le continent est confronté pour rattraper son retard et renforcer sa position dans le paysage de la recherche en économie.

Tableau 2**Productivité des chercheurs en économie, dans le monde et en Afrique**

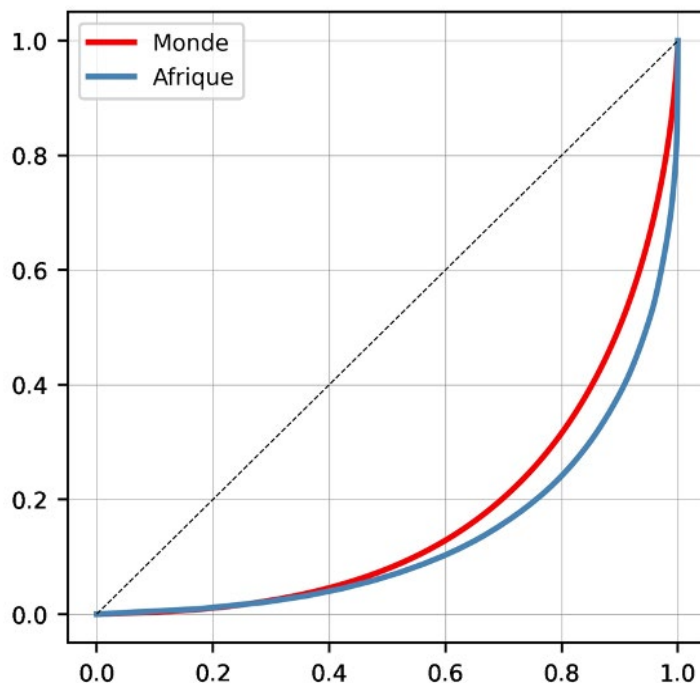
	Afrique	Monde	Rapport
Nombre d'auteurs	1942	66566	2.92%
Nombre de publications	37982	2038199	1.86%
Moyenne	19,56	30,62	63,8%

Dans le schéma ci-dessous, nous avons tracé les courbes de Lorenz qui illustrent la répartition du nombre de publications par auteur, à l'échelle mondiale et en Afrique. Les indices de Gini correspondants sont de 0,66 et 0,73, respectivement.

En excluant les trois valeurs les plus élevées, le premier indice diminue légèrement pour atteindre 0,65, tandis que celui de l'Afrique chute à 0,68. Dans les deux cas, la distribution des publications est moins inégale à l'échelle mondiale qu'en Afrique. Néanmoins, les deux indices demeurent nettement élevés, ce qui reflète une disparité significative entre les auteurs en termes de productivité.

Figure 3

Courbe de Lorenz de la répartition des publications par auteur, dans le monde et en Afrique



1.2. Auteurs affiliés aux organismes africains : l'impact de l'affiliation sur les publications

Parmi les limites discernables de RePEc, l'on peut relever l'absence d'association des publications avec les institutions, à la différence par exemple de ce qui est pratiqué sur [Sciencedirect](#). Ainsi, toute analyse prenant en compte le pays d'origine d'un article serait impraticable.

Toutefois, il est envisageable de contourner cette situation en introduisant le paramètre de « géographie » à travers les auteurs et leurs affiliations. C'est au travers de ces affiliations que l'accès aux pays et aux continents où ils travaillent est rendu possible.

La démarche que nous allons entreprendre est la suivante :

Prenons une publication « P » co-écrite par trois auteurs : A1, A2 et A3. Le titre de cette publication est « T », et les affiliations des auteurs sont les suivantes :

Tableau 3

Exemple de publication co-rédigée par trois auteurs, incluant leurs affiliations, leurs pays et leurs continents

Titre	Auteur	Organisme 1	Pays 1	Continent 1	Organisme 2	Pays 2	Continent 2
T	A1	O ₁₁	Maroc	Afrique	O ₁₂	Canada	Amérique du Nord
T	A2	O ₂₁	Maroc	Afrique	O ₂₂	Maroc	Afrique
T	A3	O ₃₁	Maroc	Afrique	O ₃₂	Égypte	Afrique

Cette publication sera comptabilisée une seule fois pour le Maroc, une seule fois pour l'Égypte et une seule fois pour le Canada. Pareillement, on la comptabilise une fois pour l'Afrique et une fois pour l'Amérique du Nord. En procédant ainsi, on aboutit au tableau suivant dans lequel on se limite aux auteurs du continent africain.

Tableau 4

Classements des pays africains selon le nombre de publications des auteurs qui y sont affiliés

Pays	Nombre de publications
Afrique du Sud	6064
Nigeria	2409
Tunisie	1698
Égypte	1667
Ghana	1241
Cameroun	1194
Maroc	599
Kenya	567
Éthiopie	507
Côte d'Ivoire	456

Un total de 6064 publications ont été conjointement rédigées par au moins un auteur affilié à une institution sud-africaine. Dans ce classement, le Maroc occupe la septième position, précédé par deux pays d'Afrique du Nord, l'Égypte et la Tunisie, et suivi de quatre nations d'Afrique subsaharienne, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana et le Cameroun.

Il est important de noter que ce tableau ne reflète pas exactement le nombre de publications produites par un pays, mais plutôt celles associées aux auteurs affiliés à ce pays. Même si ces deux variables ne sont pas identiques, on peut supposer que la seconde donne un aperçu probable des caractéristiques de la première, à laquelle nous n'avons pas directement accès.

Parmi les informations disponibles sur RePEc figure le taux d'engagement d'un auteur avec chacune des institutions auxquelles il est affilié. Par exemple, l'affiliation de [Dorothee Boccanfuso](#) est la suivante :

- 90 % : Africa Institute for Research in Economics and Social Sciences (AIRES), Faculté de Gouvernance, Sciences Économiques et Sociales, Université Mohammed VI Polytechnique - Rabat, Maroc.
- 9 % : Centre Inter-universitaire de Recherche en Analyse des Organisations (CIRANO) - Montréal, Canada.
- 1% : Groupe de Recherche en Économie et Développement International (GREDI), École de Gestion, Université de Sherbrooke - Sherbrooke, Canada.

Il s'agit donc d'une affiliation multiple où l'auteure est rattachée à une institution marocaine au premier niveau et à deux institutions canadiennes au second et au troisième niveau.

Nous envisageons d'utiliser cette information pour explorer certains aspects liés à la

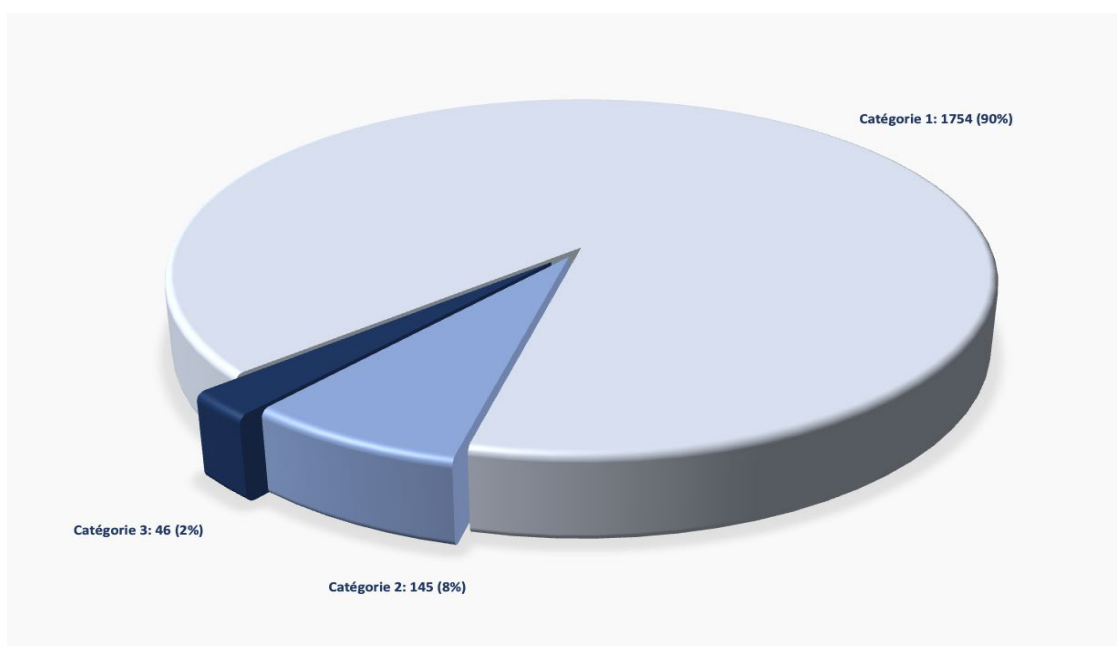
recherche et aux chercheurs en Afrique. Ainsi, nous avons segmenté les auteurs affiliés aux institutions africaines en trois catégories :

- **Classe 1** : les auteurs principalement affiliés à une institution africaine ;
- **Classe 2** : les auteurs affiliés à une institution africaine au deuxième niveau ;
- **Classe 3** : les auteurs affiliés à une institution africaine à partir du troisième niveau.

Cette segmentation nous conduit au graphique suivant :

Figure 4

Répartition des chercheurs exerçant en Afrique en trois catégories selon leur affiliation



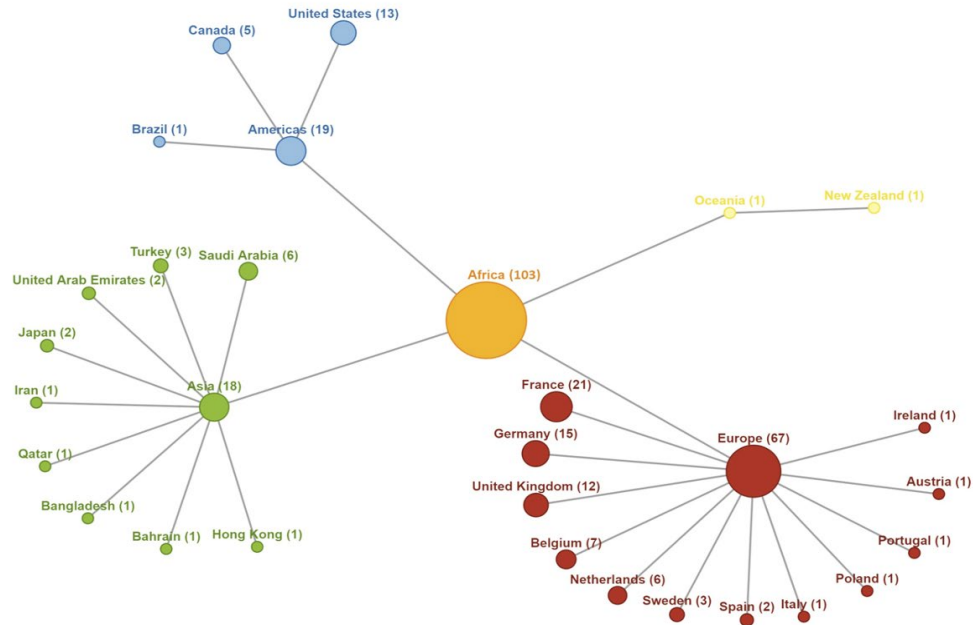
Les différences entre les trois catégories sont manifestes. La première catégorie représente une grande majorité de la population cible, soit 90 %, tandis que les deuxième et troisième ne constituent respectivement que 8 % et 2 %.

Dans ce qui suit, nous nous proposons de mettre l'accent sur plusieurs aspects, dont l'ouverture des auteurs affiliés aux organismes africains sur les autres continents. La figure suivante illustre l'affiliation des auteurs de la première catégorie à des pays non africains.

Sur un total de 1754 auteurs, seuls 103 exercent en dehors du continent, la majorité d'entre eux travaillant en Europe, en particulier en France, suivie de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Il est également très clair d'après le même graphique que très peu d'auteurs travaillent en Asie ou en Amérique.

Figure 5

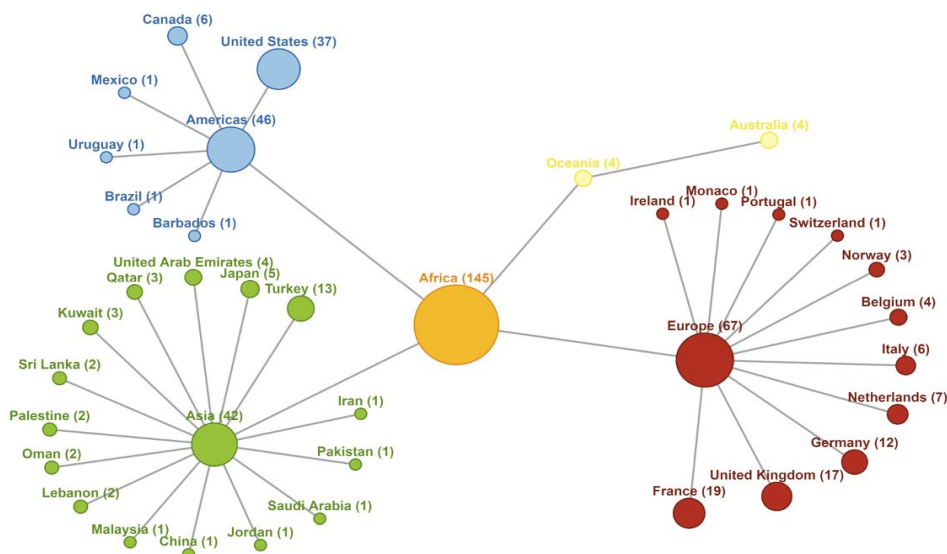
Affiliation des auteurs de la première catégorie en dehors de l'Afrique



En ce qui concerne les auteurs de la deuxième catégorie, il est évident qu'ils exercent tous en dehors de l'Afrique. Leur répartition entre les autres pays montre, comme illustré dans la figure suivante, un certain équilibre entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, contrairement à la répartition des auteurs de la première catégorie. Notons que les États-Unis d'Amérique surpassent de loin les autres pays, la France occupant la deuxième place, suivie du Royaume-Uni, de la Turquie et de l'Allemagne.

Figure 6

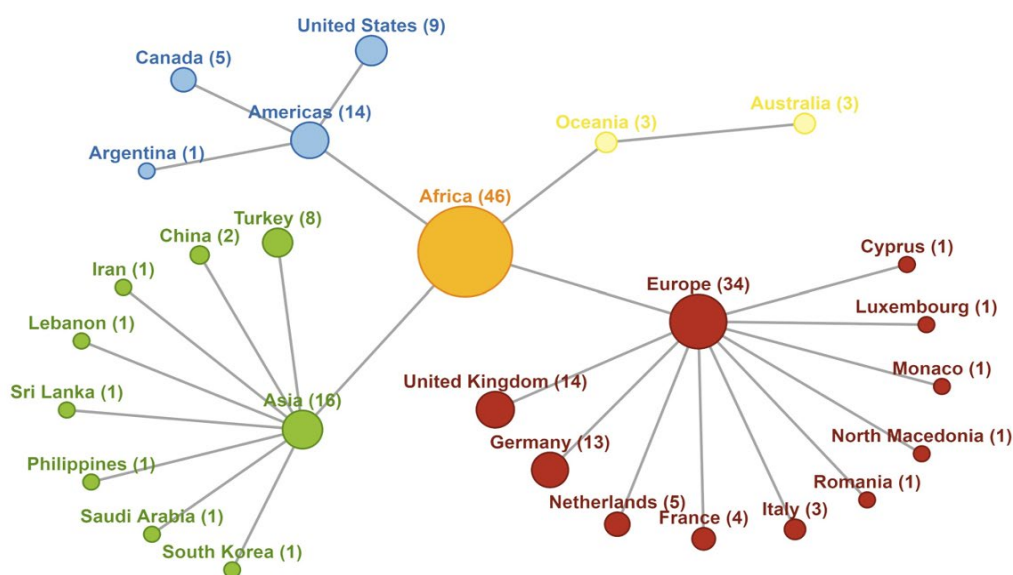
Affiliation des auteurs de la deuxième catégorie en dehors de l'Afrique



Le graphique ci-dessous met en lumière des changements significatifs en ce qui concerne la répartition des auteurs dans les pays non africains au sein de la troisième catégorie. Il est à noter que seulement quatre auteurs de cette catégorie sont affiliés à des organismes français. En revanche, le Royaume-Uni se place en tête avec 14 auteurs, talonné de près par l'Allemagne avec 13, les États-Unis d'Amérique avec 9, et la Turquie avec 8 auteurs.

Figure 7

Affiliation des auteurs de la troisième catégorie en dehors de l'Afrique



À partir des trois schémas précédents, on peut tirer une conclusion : les auteurs qui travaillent à la fois en Afrique et ailleurs sont principalement localisés dans des pays qui sont des pionniers en matière de recherche scientifique et économique. Ces pays comprennent la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne en Europe, les États-Unis en Amérique du Nord, et il convient de souligner une présence assez significative de la Turquie en Asie.

II. CARTOGRAPHIE DES SUJETS DE RECHERCHE EN AFRIQUE ET PERSPECTIVES DES CHERCHEURS

2.1. Selon le Système JEL

Dans cette deuxième partie, il sera question d'analyser le contenu des articles des trois catégories d'auteurs que nous avons préalablement définies. Cette analyse suivra la méthodologie détaillée exposée dans l'article intitulé «Machine Learning et Veille économique : analyse des données RePEc à l'aide des techniques du NLP».

Notons qu'un article sur RePEc devrait idéalement comporter en plus des noms des auteurs, l'année de production, un résumé, des mots-clés, une classification JEL (Journal of Economic Literature) et une classification NEP (New Economics Papers), ainsi que d'autres informations comme les citations et les références que nous n'utiliserons pas dans cette étude.

Commençons tout d'abord par les codes JEL. Ces codes constituent un système de classification hiérarchique des papiers de recherche en économie. Ils sont organisés en plusieurs catégories et sous-catégories. Ceci permet une classification détaillée des papiers de recherche en économie selon les thématiques qu'ils abordent. Le nombre de codes JEL précis peut évoluer au fil du temps à mesure que de nouveaux sujets de recherche émergent et que la discipline économique évolue. À ce jour, on compte plus de 900 codes, répartis sur 20 catégories principales et un seul papier peut être associé à plusieurs codes JEL plutôt qu'à un seul.

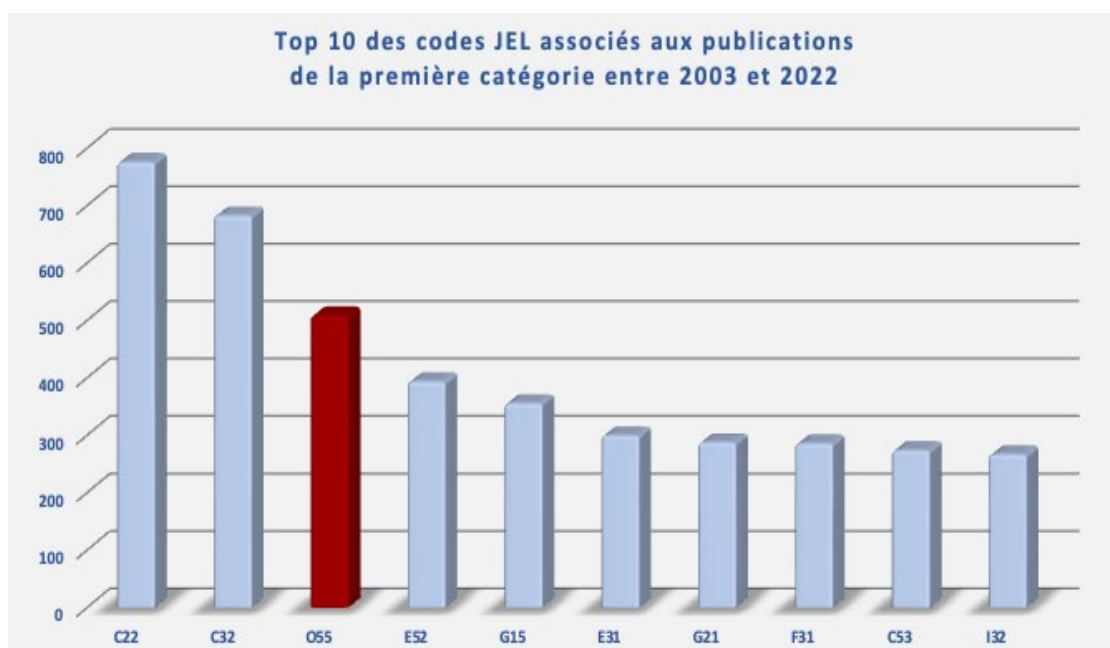
Il convient de souligner que les publications ne comportent pas toutes cette information. Sur un total de 17011 publications écrites ou co-écrites par les auteurs de la première catégorie, 8049 disposent d'une classification JEL, soit 47.0 % des papiers.

Le graphique ci-dessous présente les dix codes JEL les plus fréquemment associés aux papiers de la première catégorie. C22 et C32 qui sont des sous-classes de la classe C (Mathematical and Quantitative Methods) occupent respectivement la première et la deuxième positions. En troisième position on trouve O55 (Africa) qui est une branche de O5 (Economywide Country Studies) et de O (Economic Development, Innovation, Technological Change, and Growth).

Ceci dit, on conclut que pour les auteurs affiliés principalement à des organismes africains, le développement économique, l'innovation, le changement technologique et la croissance en Afrique sont des sujets prioritaires de premier ordre, et ce, selon une approche analytique fondée sur la modélisation mathématique et les méthodes quantitatives.

Figure 8

Les dix classes JEL les plus fréquentes dans les publications du premier groupe d'auteurs



Après avoir agrégé l'ensemble des codes JEL, nous obtiendrons les cinq principales catégories parentes pour la catégorie d'auteurs en question.

Tableau 5

Les cinq classes JEL principales les plus fréquentes dans les publications du premier groupe d'auteurs

Classe JEL	Intitulé	Nombre de publications
C	Mathematical and Quantitative Methods	3297
O	Economic Development, Innovation, Technological Change, and Growth	2100
E	Macroeconomics and Monetary Economics	1962
F	International Economics	1709
G	Financial Economics	1693

Comme mentionné précédemment, sur les 8049 publications analysées, 3297 sont consacrées à la modélisation mathématique. La classe «O» arrive en deuxième position avec une prédominance marquée pour «O55», suivie de la Macroéconomie et l'Économie monétaire en troisième position, l'Économie Internationale en quatrième, et l'Économie Financière en cinquième.

Parmi les 3588 articles rédigés par les auteurs de la deuxième catégorie, 1556 sont accompagnés de codes JEL. Le graphique ci-dessous illustre les dix classes JEL les plus couramment liées à ces articles. Trois points essentiels se dégagent de cette analyse :

L'Afrique (O55) n'apparaît pas dans cette liste. Ceci est un résultat significatif qui indique l'impact de l'affiliation institutionnelle sur les priorités du chercheur. Il semble que, dans ce cas, l'Afrique ne soit plus une priorité majeure pour les chercheurs affiliés à des institutions africaines au deuxième niveau.

Les classes C22 et C32 sont reléguées aux neuvième et dixième places de la liste, cédant la place à d'autres classes telles que O15 (Ressources Humaines, Développement Humain, Distribution des Revenus, Migration) et G15 (Marchés Financiers Internationaux).

Les écarts entre les dix classes sont nettement réduits, ce qui reflète une grande diversité dans les thèmes abordés par les auteurs de cette catégorie. Cela dénote une variété d'intérêts de recherche au sein de cette catégorie d'auteurs.

Figure 9

Les dix classes JEL les plus fréquentes dans les publications du deuxième groupe d'auteurs

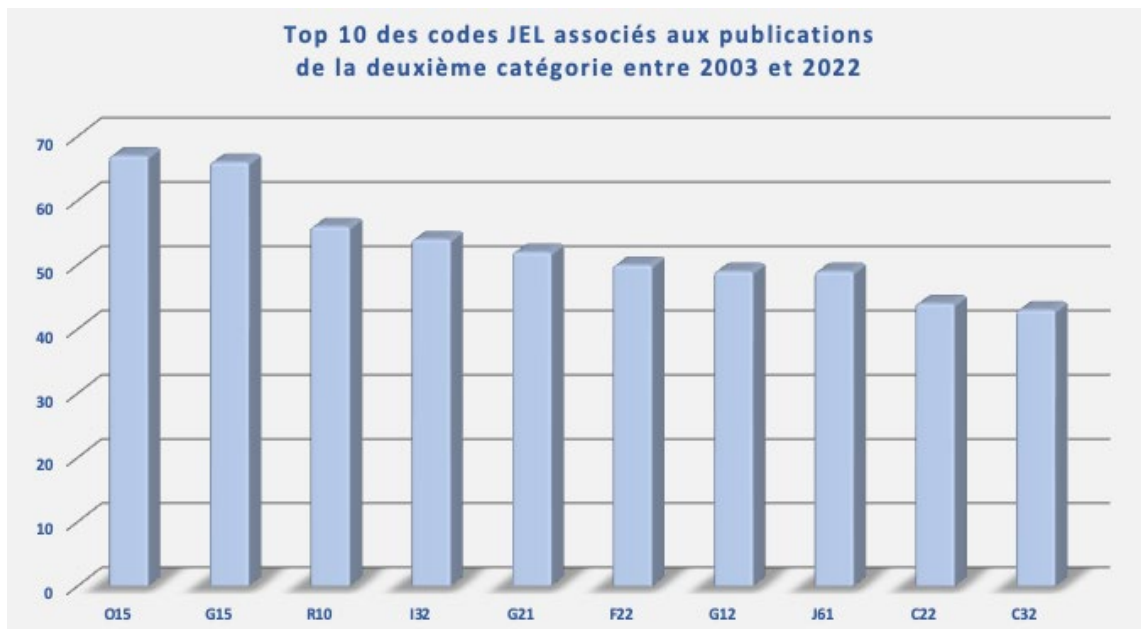
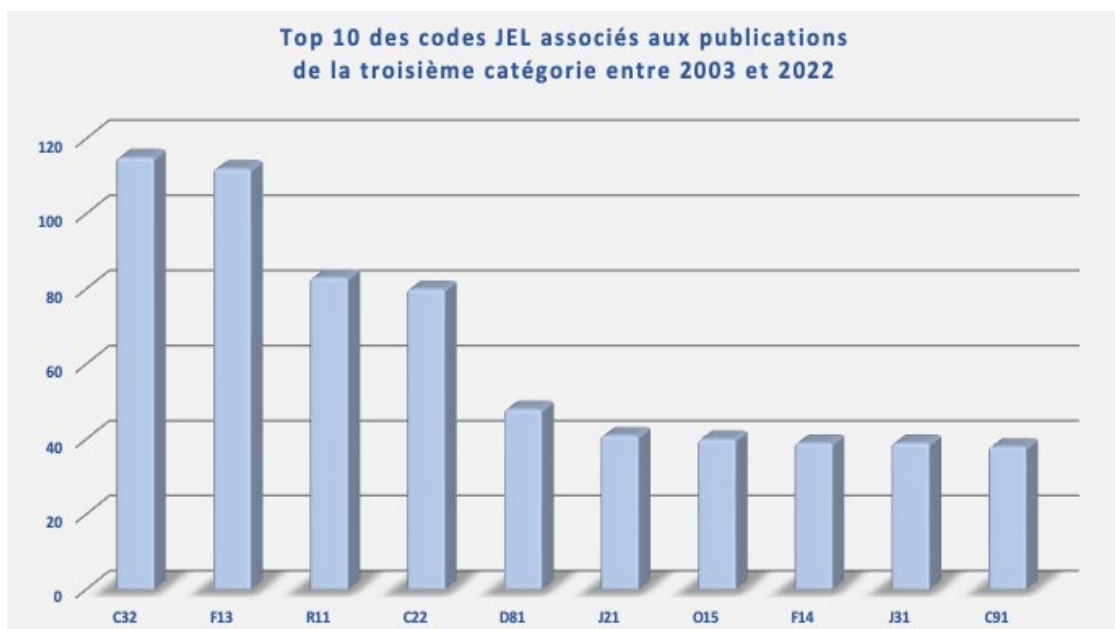


Figure 10

Les dix classes JEL les plus fréquentes dans les publications du troisième groupe d'auteurs

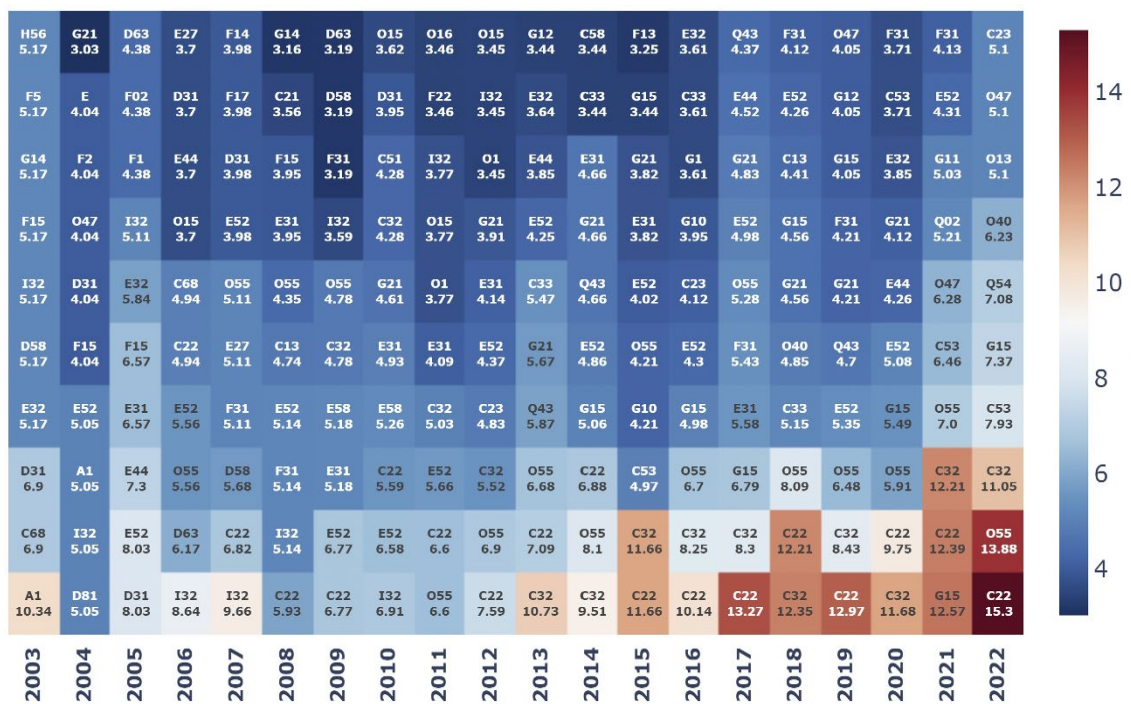


Dans la troisième catégorie, C22 et C32 continuent de progresser dans le classement, occupant respectivement la première et la quatrième positions. Il est à noter que, dans les deux graphiques précédents, les troisièmes positions sont occupées par R10 et R11, qui

font partie de la classe principale R (Urban, Rural, Regional, Real Estate, and Transportation Economics).

En incorporant la dimension temporelle, les trois cartes thermiques ci-dessous présentent les dix classes JEL les plus courantes dans les publications des auteurs des trois catégories pour chaque année, de 2003 à 2022. En outre, elles affichent le pourcentage de publications attribuées à chaque classe JEL. Ces cartes donnent un classement décroissant de bas en haut.

Figure 11
Les classes JEL les plus fréquentes par année, dans les publications du premier groupe entre 2003 et 2022



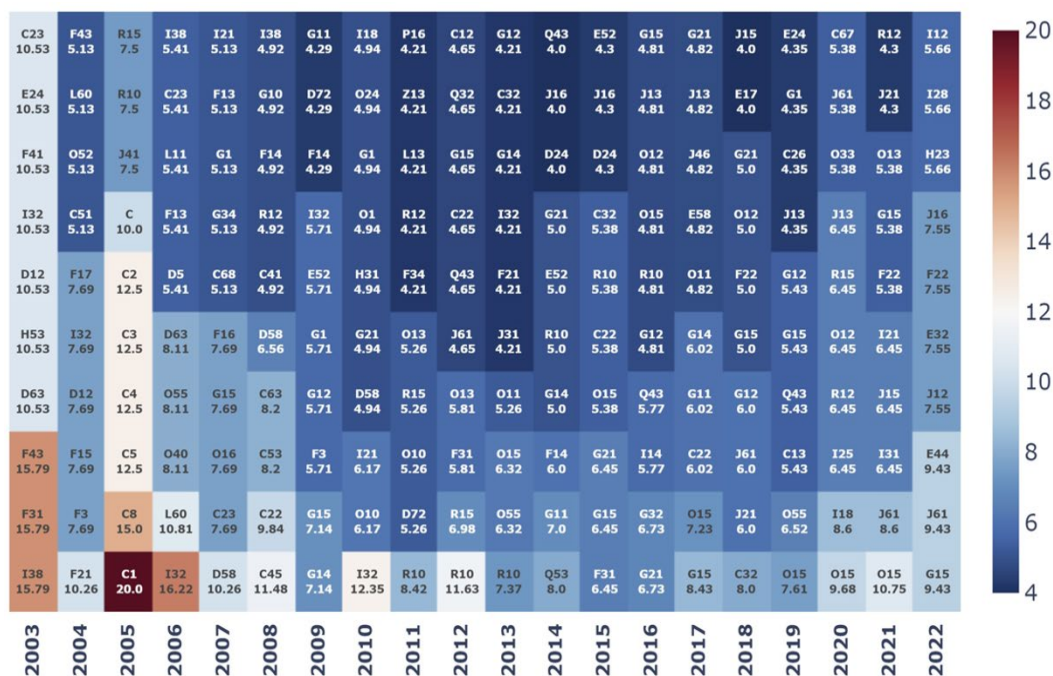
Dans la première carte thermique, on remarque une présence quasi continue de la classe O55 à partir de 2006 jusqu'à 2022. Cette présence s'est accrue au fil du temps, pour enfin culminer en 2022, où 13,88 % des publications étaient consacrées à l'Afrique.

En ce qui concerne C22 et C32, il est graphiquement indubitable que leur prédominance est manifeste dans les articles de la première catégorie. Il convient également de noter que l'apparition de C32 et C22 a coïncidé avec celle de O55 en 2006.

Cette observation suggère que l'Afrique a été fréquemment abordée avec une approche mathématique et quantitative.

Figure 12

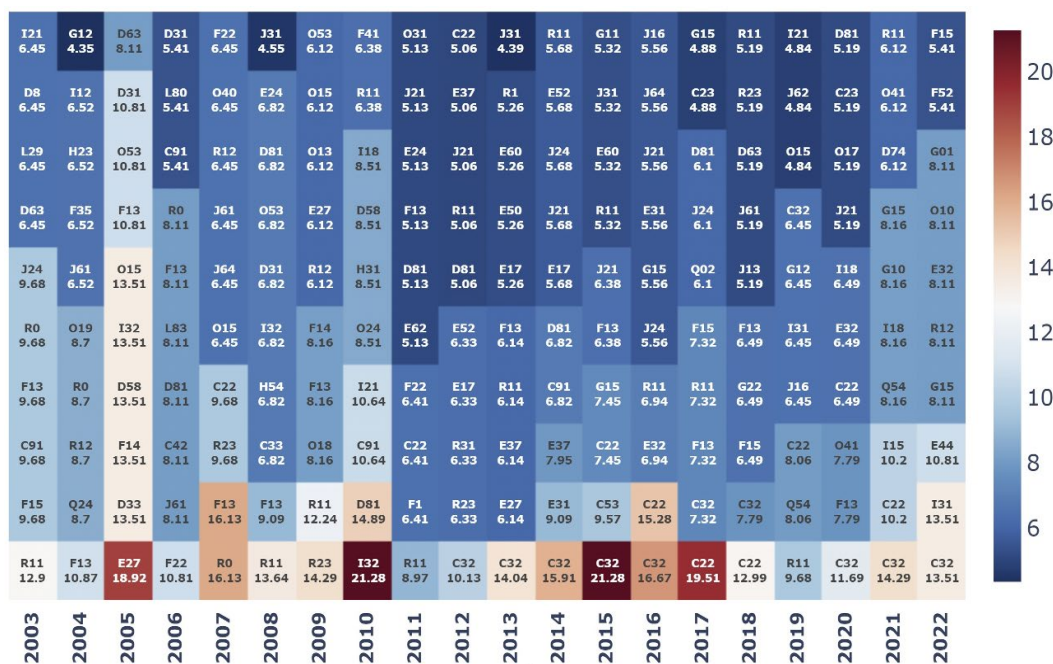
Les classes JEL les plus fréquentes par année, dans les publications du deuxième groupe entre 2003 et 2022



La deuxième carte confirme la quasi-absence de C22 et C32, comme cela a été observé précédemment. De plus, on constate que la couleur bleue prédomine sur la carte, particulièrement après 2006, ce qui confirme, comme mentionné préalablement, la diversité des sujets traités par cette deuxième catégorie.

Figure 13

Les classes JEL les plus fréquentes par année, dans les publications du troisième groupe entre 2003 et 2022



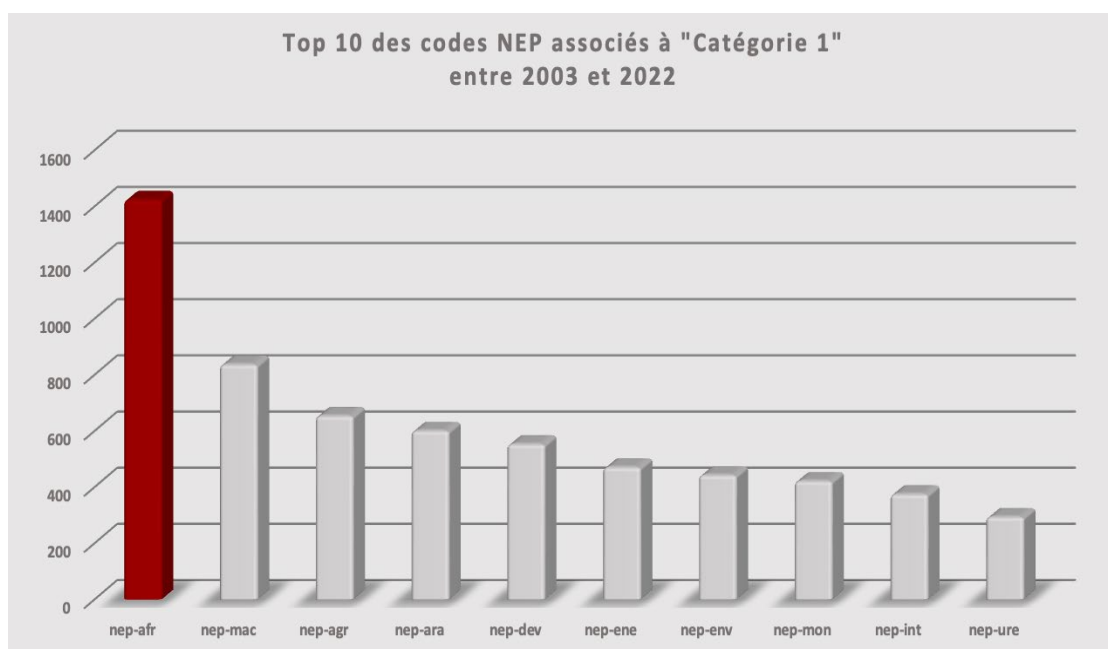
Sur cette troisième carte, on observe que F13 (Politique commerciale, organisations de commerce international) était très fortement présente dans les publications de la troisième catégorie. Cette classe couvrait respectivement 9,68 %, 10,87 %, 10,81 %, 8,11 %, 16,13 % et 9,09 % des publications entre 2003 et 2008. Elle a disparu en 2010 après avoir été présente dans 8,16 % des publications en 2009. Cela démontre que les auteurs de cette catégorie accordaient un intérêt particulier au commerce international, notamment au début des années 2000.

2.2. Cartographie des sujets de recherche selon le système NEP

La classification NEP est une initiative de l'organisation RePEc qui vise à classer les articles présents sur RePEc dans 100 domaines différents. Il est important de souligner que NEP est une méthode interne spécifique à RePEc, tandis que JEL est une norme de classification internationale plus générale utilisée dans le domaine de l'économie.

Figure 14

Les dix classes NEP les plus fréquentes dans les publications du premier groupe d'auteurs

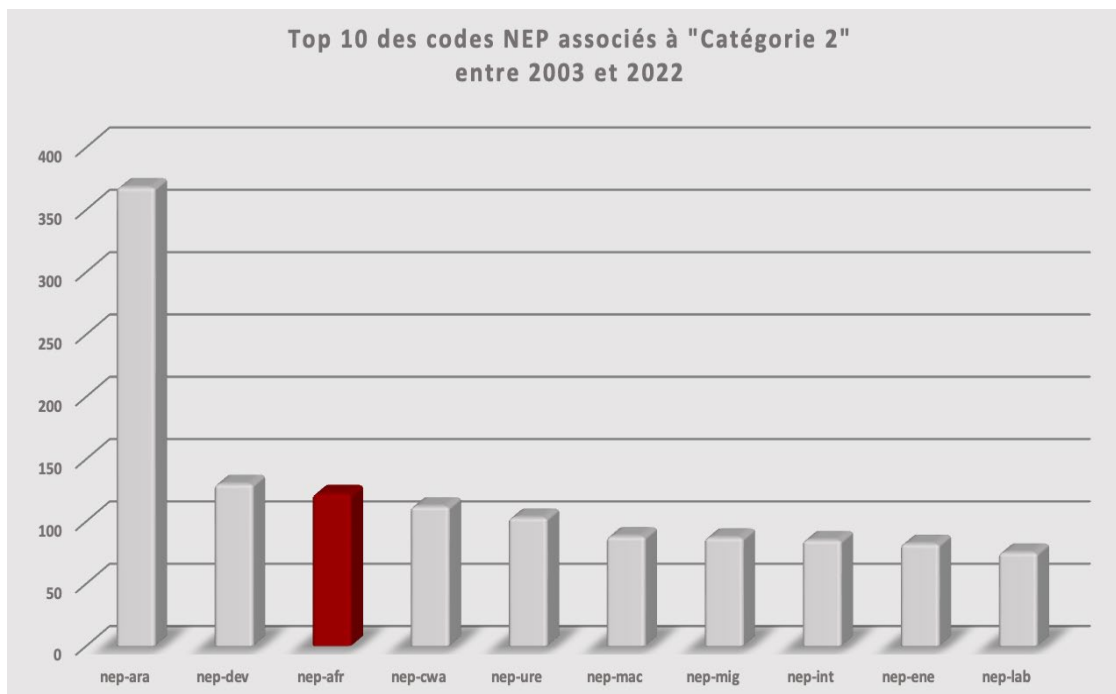


Parmi les 17 011 publications de la première catégorie, 5 376 sont associées à des codes NEP. En tête de ces codes, on trouve NEP-AFR, qui se réfère à l'Afrique.

Ce code est présent dans environ 1 400 publications, soit environ le quart. Après l'Afrique, on trouve NEP-MAC, qui concerne la macroéconomie, suivi par AGR-AGR (Économie Agricole) et NEP-ARA, qui se réfère à la région MENA, dont une partie se trouve bien évidemment en Afrique.

Figure 15

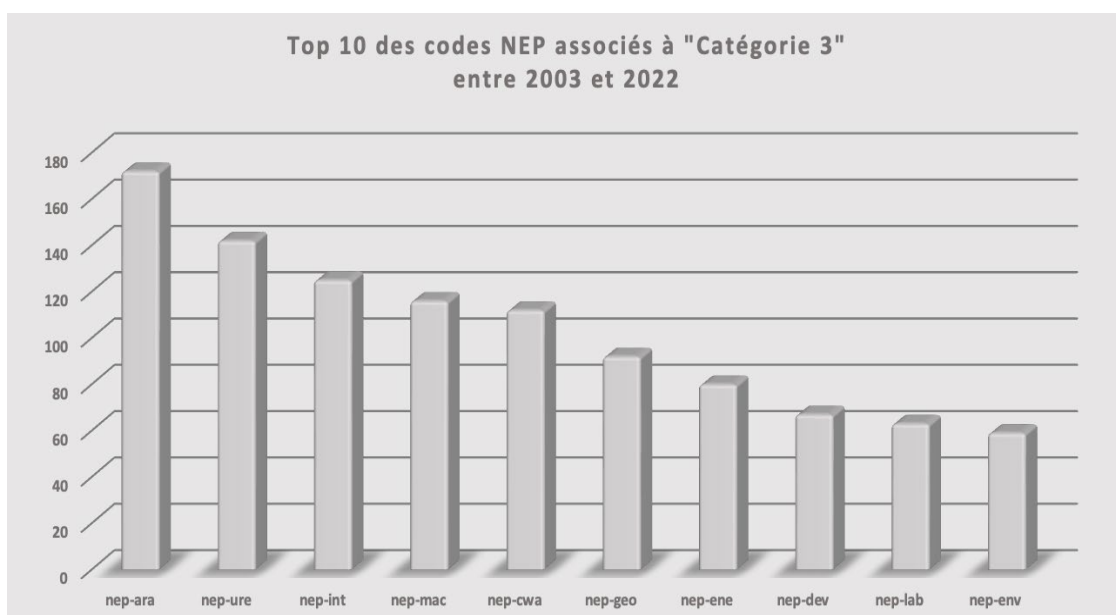
Les dix classes NEP les plus fréquentes dans les publications du deuxième groupe d'auteurs



Parmi les publications du deuxième groupe, 1 146 sur 3 588 sont classées selon NEP. NEP-ARA domine clairement le classement, avec un écart flagrant par rapport aux autres catégories, tandis que l'Afrique se classe modestement en troisième position.

Figure 16

Les dix classes NEP les plus fréquentes dans les publications du troisième groupe d'auteurs



En ce qui concerne la troisième catégorie, 1 042 publications sur 3 141 sont associées à un ou plusieurs codes NEP. Les différences entre les fréquences des dix codes les plus courants sont relativement légères.

Cependant, on constate que NEP-ARA maintient sa première position, suivi de près de NEP-URE (Économie Urbaine et Immobilière) et NEP-INT (Commerce International). Ce résultat n'est pas surprenant, car il a déjà été observé à travers la classification JEL.

2.3. Analyse et nuages de mots

Dans cette dernière section, nous tenterons d'approfondir l'exploration du contenu des publications des trois groupes d'auteurs que nous avons définis. Comme décrit dans la partie 2.2.3 de l'article intitulé «Machine Learning et Veille économique : analyse des données RePEc à l'aide des techniques du NLP», nous utilisons les titres des publications ainsi que les mots-clés qui leur sont déjà associés, ou ceux qui ont été générés à partir des résumés en utilisant l'algorithme BERT pour les publications qui n'en disposent pas. Tout ceci en vue de créer des nuages de mots qui regroupent les termes et les sujets les plus fréquents dans les articles de chaque groupe, où cette fréquence est proportionnelle aux dimensions de la surface occupée par ce terme dans le nuage. Cela nous permettra de construire une image plus précise des préoccupations et des choix de chaque catégorie.

Figure 17

Nuage de mots des sujets les plus fréquents dans les publications du premier groupe d'auteurs



En effet, sur la figure ci-dessus, correspondant au premier groupe, on repère aisément les noms de certains pays africains tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Ghana qui, d'ailleurs, apparaissent dans le classement présenté dans le tableau [1]. à cette liste s'ajoute l'Afrique subsaharienne. Cela confirme les efforts déployés par les chercheurs de ces régions, qui se concentrent sur le développement économique et les questions qui concernent leurs pays spécifiquement, ainsi que l'Afrique dans son ensemble. Sur le même nuage on retrouve également des sujets tels que «food security», «agricultural food», «food policy», «security», «developing countries» et «poverty» qui sont souvent abordés dans les études et analyses socio-économiques sur l'Afrique.

été observé auparavant. Dans ce nuage, on retrouve plutôt des sujets comme «le commerce», «le prix du pétrole», «la modélisation», «la finance», «la politique monétaire» et «le cycle économique». Bien que ces auteurs soient également affiliés à des institutions africaines, leur taux d'engagement fait en sorte que des sujets comme «la sécurité alimentaire», «la pauvreté» et «les pays en voie de développement» soient carrément absents dans leurs publications.

CONCLUSION

En parcourant la littérature économique en Afrique, nous avons exploré certains facteurs qui influent sur la recherche dans le continent, en commençant par les chercheurs et en terminant par le contenu de leurs publications. Notre étude a révélé une disparité de productivité parmi les chercheurs affiliés aux institutions africaines, avec quelques chercheurs se démarquant par un nombre élevé de publications, tandis que la moyenne reste en deçà des normes internationales. Plus préoccupant, encore, la contribution de l'Afrique à la recherche économique mondiale demeure modeste en comparaison avec la richesse des enjeux économiques sur le continent.

Nous avons également analysé le contenu des articles, afin de mettre en évidence les thèmes de recherche dominants. Ces analyses ont révélé les priorités de recherche de différentes catégories de chercheurs en économie en Afrique. Il en ressort en l'occurrence que les chercheurs principalement rattachés à des institutions africaines accordent la priorité à l'Afrique, tandis que ceux exerçant en Afrique mais affiliés principalement à des institutions dans d'autres continents ont tendance à se focaliser sur des questions globales telles que le commerce international, les taux de change ou le prix du pétrole.

Notre étude met en évidence le rôle vital de la recherche économique dans la compréhension et la résolution des problèmes économiques en Afrique. Elle souligne également les opportunités et les défis auxquels font face les chercheurs africains dans leur quête pour contribuer au développement durable de leur continent. Pour que l'Afrique puisse véritablement réaliser son potentiel économique, il est impératif que la recherche économique continue de se développer, de s'épanouir et de s'aligner sur les besoins spécifiques du continent. Cette étude espère contribuer à la réalisation de cet objectif en fournissant un aperçu des réalités actuelles de la recherche en économie en Afrique et en inspirant de nouvelles perspectives et collaborations pour l'avenir.

À propos de l'auteur

Mohamed Bassi

Mohamed Bassi est spécialiste en science des données au département Knowledge Management au Policy Center for the New South. Il est titulaire d'un doctorat en Mathématiques Appliquées de l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA Rouen-France). Bassi est également Ingénieur en Recherche Opérationnelle de l'Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA Rabat). Son projet de fin d'études à la Bourse de Casablanca portait sur les imperfections des modèles mathématiques utilisés en finance classique et l'utilisation de la théorie des fractales comme alternative envisageable pour modéliser les données boursières. Avant de rejoindre le Policy Center, Mohamed Bassi occupait le poste d'analyste web chez Appen (2016 et 2020).

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University, Rocade Rabat Salé - 11103

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

